

Éditorial

La mondialisation de l'économie

Le premier cahier d'*Alternatives Sud* est consacré à l'analyse de la restructuration mondiale de l'économie. Divers points de départ et divers points de vue sont exprimés. Samir Amin en fait un examen global. Bernard Founou-Tchuigoua en souligne les aspects politiques en référence particulière à l'Afrique. Héctor-León Moncayo Salcedo, après avoir exploré théoriquement le phénomène de la mondialisation, étudie son incidence sur le travail et notamment sur la législation du travail. Sa référence est l'Amérique latine. Quant à A.M. Quamrul Alam, il s'interroge de manière critique sur les diverses théories du développement industriel du Tiers Monde, situant dans l'histoire récente l'éclosion d'une pensée qui aujourd'hui encore exerce son influence, même si elle a évolué.

Comme on le verra, la pensée du Sud est diverse, même si elle s'appuie sur une démarche partagée par tous: l'analyse des situations dans le but de trouver des alternatives aux logiques contemporaines de l'économie capitaliste. Elle se réfère non seulement aux périphéries, mais également au centre. Elle n'ignore pas la pensée théorique du Nord, mais elle essaye aussi de la retraduire en fonction du regard du Sud.

Les auteurs montrent qu'il importe de garder toujours une perspective globale même si le point de départ pré-analytique est la référence aux exclus, aux opprimés, aux «*pauvres*» du monde. Les ravages intellectuels que provoque l'élémentarisation des problèmes, des analyses et des solutions, chère à la postmodernité, sont bien illustrés par l'introduction du Rapport Mondial sur le Développement Humain 1993 du PNUD [PNUD, 1993]. On y décrit en long et en large la pauvreté: «*Plus d'un milliard de la population mondiale se débat dans la misère: les 20% les plus pauvres découvrent que les 20% les plus riches disposent d'un revenu dépassant 150 fois le leur*».

La disparition des luttes idéologiques est présentée comme ouvrant la voie à un partenariat «*alliant efficacité du marché et générosité sociale*», et l'existence d'organisations populaires comme un signe encourageant d'un désir de participation qui doit être stimulé. Ce refus d'analyse n'a d'égal que la naïveté du discours normatif qui le couronne. Tout est superposé, rien n'est connecté.

La deuxième perspective qui anime ces travaux, est la vision dialectique des réalités. La mondialisation de l'économie capitaliste n'a pas été et n'est pas une croisière en eaux calmes, qui déroule sa logique au fil d'une évidence rationnelle indiscutable. Sans doute, le capitalisme utilise-t-il en même temps qu'il oriente et se laisse transformer par le progrès scientifique, mais il trace aussi sa route en fonction des résistances, des conflits d'intérêts antagonistes, en un mot des luttes sociales. S'il a contribué à l'accroissement spectaculaire de la productivité, des performances technologiques et de l'accès aux biens matériels, il accentue dans le même sillage les contradictions sociales.

Là où ce type d'organisation économique, construit sur l'accumulation, n'exige pas l'intégration de la main-d'œuvre dans le rapport direct capital-travail, se créent les conditions de la marginalité, de l'exclusion, de l'accroissement de ce qu'on appelle le «*secteur informel*». Là où grâce aux nouvelles technologies, les dirigeants collectifs du système ont pu construire la base matérielle adéquate à l'ouverture d'une nouvelle brèche (les modalités contemporaines de la mondialisation), ils s'y engouffrent, persuadés que cet avantage vis-à-vis des classes sociales subalternes signifie la fin de l'histoire. Là où sa logique d'accumulation rencontre des résistances, il en résulte des politiques répressives.

I. Les caractéristiques économiques de la mondialisation

La mondialisation n'est rien d'autre que l'évolution du marché. Ce dernier, fruit de la division avancée du travail, est un rapport social mettant en relation des acteurs économiques situés au sein d'une structure sociale et pas nécessairement dans un rapport de réciprocité équitable. L'existence de sociétés de classes implique au contraire la nécessité d'une régulation des échanges. L'histoire du marché est donc celle des contradictions entre intérêts de classes et leurs régulations.

La véritable mondialisation commence après la deuxième guerre mondiale avec le développement des entreprises multinationales dont l'intégration interne se réalise par le biais de transactions entre éléments de la même entreprise, permettant ainsi d'accroître la rentabilité.

Aujourd'hui nous assistons au développement d'un nouveau phénomène, qui se greffe sur le précédent. C'est l'interpénétration économique au travers des frontières, dans la production la commercialisation, le financement et la recherche-développement. Cette phase nouvelle est grandement accélérée par la chute des régimes socialistes de l'Est et elle accentue encore la polarisation Nord-Sud ou centre-périphérie.

1. Les principaux aspects économiques

Selon Samir Amin, l'immédiat après-guerre fut caractérisé par trois piliers: dans les pays industrialisés, le fordisme, marqué par la production de masse et l'accroissement des salaires en fonction de la productivité, ce qui permit d'augmenter la consommation; dans les pays socialistes, le dogme du rattrapage du capitalisme pour assurer une consommation accrue. Quant au Tiers Monde, il vécut à l'ère de Bandung, celle du projet des bourgeoisies nationales encourageant une industrialisation de substitution aux importations, comme base du développement, tout en assurant quelques avantages sociaux aux classes subalternes (le *desarrollismo* latino-américain).

Or, ces trois piliers s'érodent progressivement à partir de la moitié de la décennie 70. Le premier est sérieusement atteint par les technologies nouvelles qui exigent une organisation du travail différente [S. Amin et al., 1990, 131]. L'ère des pactes sociaux touche à sa fin et l'Etat-nation perd son aptitude à arbitrer les différends.

Le blocage bureaucratique du développement à l'Est et son étouffement par l'isolement économique et la course aux armements imposés par l'Occident, marquent la fin du deuxième mythe de l'époque, celui du rattrapage.

Enfin, la politique de substitution fait long feu dans le Tiers Monde. Les différences vont en s'accroissant entre ces pays; certains s'industrialisent partiellement ou totalement (les quatre dragons d'Asie du Sud-Est), tandis que d'autres entrent dans la catégorie du Quart-Monde. La création d'industries de substitution a nécessité des investissements coûteux en technologie étrangère. Les gains éventuels n'ont pas été réinvestis dans le pays.

L'effondrement de ces trois piliers est en relation avec la mondialisation. Cette dernière se réalise dans le cadre de la logique capitaliste, qui non seulement érige la loi de la valeur en paramètre économique indiscutable, mais en fait la norme de fonctionnement de l'ensemble de la société. Tout devient marchandise, y compris la santé et la culture. En mondialisant ses pratiques, le système universalise sa logique et il est aujourd'hui régi par la loi de la valeur mondialisée, engendrant nécessairement la polarisation.

La mondialisation ou l'interpénétration économique actuelle possède des caractéristiques propres. Il y a d'abord l'établissement de réseaux mondiaux, dont la nationalité est de plus en plus difficile à déterminer. Ils intègrent divers processus et facteurs de production localisés en divers coins du monde, selon les avantages que l'on peut en tirer pour dégager la plus grande valeur possible.

Ensuite, les mécanismes sont divers en fonction des facteurs de production et de distribution. Signalons entre autres les progrès spectaculaires de la technologie dans le domaine des transports et des communications qui constituent la base actuelle de la mondialisation. Leur contrôle et le monopole de leur utilisation fournit au groupe social qui les exerce une hégémonie sans contestation possible, lui assurant aussi les fondements matériels de sa reproduction. Une bourgeoisie mondiale a réellement émergé.

Le travail est affecté par la mondialisation. La production de masse standardisée tend à se localiser à l'Est ou dans le Sud, en particulier en Asie de l'Est et du Sud-Est [R. Reich, 1993, 112]. Des activités de service sont aussi transplantées.

Quant au capital, sa mondialisation est la plus avancée de tous. L'épargne mondiale est estimée à quelques 4 000 milliards de dollars, c'est-à-dire 22% du PIB mondial [C. Camino, 1993, 173]. Mais les investissements vont pour les deux-tiers dans les pays industrialisés. Le capital financier devient prépondérant, donnant lieu à des manipulations spéculatives à l'échelle mondiale, faisant monter les taux d'intérêts ou basculer le cours des devises [R. Reich, 1993, 177]. On assiste même à partir de ce moment au paradoxe de transferts financiers massifs des pays de la périphérie vers ceux du centre.

Bref, le niveau de vie des citoyens d'une nation dépend de leur contribution à l'économie mondiale, d'où un double fossé, à l'intérieur des sociétés d'une part et entre le Nord et le Sud de l'autre. Ceux qui ne contribuent pas ou moins qu'auparavant à la valeur de cette économie sont progressivement exclus par le chômage dans les pays industrialisés, l'appartenance au secteur informel dans le Sud, ou s'il s'agit de régions voire même de continents, telle l'Afrique ou l'Amérique centrale, par une mise à l'écart du système mondial de production (quart-mondialisation).

2. *La régulation de l'économie*

La régulation est un mécanisme doublé d'institutions, destiné à surmonter les contradictions [S. Amin et P. Gonzalez Casanova, 1993, 21]. Elle peut jouer dans des sens contradictoires, ou bien aider le système du marché à s'adapter à de nouvelles circonstances, ou bien obliger ce dernier à lâcher du lest en faveur des groupes sociaux non-privilegiés.

Du temps du fordisme, la régulation restait à l'intérieur du monde industrialisé. Il s'agissait de gérer la contradiction entre les travailleurs qui vendent leur force de travail et la classe sociale s'appropriant le travail mort cristallisé dans les moyens de production. Pour accroître la production de masse, il fallait la paix sociale. D'où les négociations, le rôle des «partenaires sociaux» et surtout des syndicats, l'intervention modératrice de l'Etat, à condition cependant de ne pas remettre en question le rapport social fondamental. On débouchait peu à peu sur une consommation de masse. Bref le projet social-démocrate.

Une telle orientation ne parvenait pourtant pas à gérer correctement l'autre contradiction du système, celle de la tendance permanente à la surproduction (ou à la sous-consommation). Le fordisme régula partiellement ce problème par le recours à une intervention politique, dont Keynes fut un des artisans.

Quant au plan mondial, il se caractérise au cours de cette période par une absence de régulation. Non seulement l'échange reste inégal, mais les inégalités internes s'accroissent avec le développement. Le phénomène de la mondialisation tend à annuler les effets des politiques nationales et à permettre le contrôle unilatéral de la part des monopoles techniques et financiers des centres dominants [S. Amin et P. Gonzalez Casanova, 1993, 37].

C'est une nouvelle étape et tous les observateurs le signalent. Certains mettent l'accent sur la nouvelle révolution technologique et parlent de période post-industrielle. D'autres, plus sensibles aux facteurs politiques, insistent sur l'écroulement des régimes de l'Est et voient dans l'unipolarité, soit le début d'une ère nouvelle et définitive, soit un danger accru d'impérialisme.

Dans les pays industrialisés, le travail mort (les machines, appareils, robots) supplante aujourd'hui le travail vivant. Les services sont atteints eux aussi à la fois par la mécanisation informatique et par l'afflux des travailleurs industrialisés en voie de reconversion. On pense à une régulation par la diminution du temps de travail. Mais la délocalisation de la production ne permet plus d'envisager un néo-fordisme.

Dans les pays de périphérie, la productivité augmente plus que les salaires dans une proportion de 50%. Une majorité de travailleurs font partie d'une «armée de réserve» permanente, car on ne voit guère comment ils seraient intégrés dans un rapport direct capital-travail, sauf dans les quelques lieux «privilegiés» de délocalisation de la production. La circulation des produits et des capitaux n'est pas accompagnée par une circulation de la main-d'œuvre. La pression sur le coût du travail des périphéries n'en est que plus efficace et elle se traduit par l'allongement des heures prestées et l'insertion des femmes et des enfants dans le processus de travail.

Le projet consiste alors à mettre en place un ajustement des faibles aux forts. Un premier mécanisme bien connu est celui des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS), de la Banque Mondiale et qui fera l'objet du second cahier *Alternatives Sud*, 1994/2.

Un autre est celui de la dette. Malgré les aménagements, les transferts du Sud vers le Nord se poursuivent et l'*Overseas Development Council de Washington* prévoit que durant la dernière décennie de ce siècle, ils s'élèveront à 260 milliards de dollars [C. Camino, 1993, 173].

Trois organismes internationaux de régulation naquirent des accords de Bretton Woods: le FMI, la Banque Mondiale et le GATT. Le premier se charge de la stabilité monétaire, le second définit les politiques à mener pour la reconstruction et le développement, notamment par des investissements dans les pays en développement, et le troisième, qui ne s'institutionnalisera définitivement qu'en 1994, a pour but de promouvoir les échanges mondiaux. Largement dirigés et orientés par les pays industriels, ces organismes fonctionnent selon la logique du système économique dominant [C. Camino, 1993, 175].

L'absence de mécanismes de régulation des marchés financiers internationaux joue en défaveur du Sud. Elle débouche sur les plans de stabilisation et les ajustements structurels, dont on connaît les conséquences. Quant aux accords du GATT, qui deviendra en 1994 l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), s'ils parviennent à réguler la situation de certains pays, surtout les NPI d'Asie, ils favorisent en ordre principal le monde industrialisé.

II. Les conséquences sociales de la mondialisation

La croissance n'est pas accompagnée par un accroissement parallèle de l'emploi. En conséquence, le surplus est absorbé par des groupes plus restreints et son contrôle a tendance à se concentrer. Il y a donc un durcissement des rapports sociaux. Quant au rapport Nord-Sud, il devient prépondérant, suite à la disparition du seul contrepoids relatif, le bloc socialiste.

Dans les pays industrialisés, la classe ouvrière diminue numériquement, avec un affaiblissement de la force syndicale. Dans les périphéries, les alliances de classes se transforment. Le partenariat entre des bourgeoisies nationales et certains groupes populaires, est démantelé par les nouvelles tendances d'intégration dans le système mondial du marché. Une classe *compradore* ou intermédiaire prend le pas et les conflits d'intérêts avec la bourgeoisie nationale se manifestent déjà sur le plan politique.

Bref, la restructuration des classes aboutit à un triple déséquilibre: au centre, avec l'accroissement du chômage (18 millions dans l'Union Européenne); en périphérie, avec la recomposition des bourgeoisies et l'exclusion des classes subalternes et enfin entre centres et périphéries.

De nombreuses autres conséquences doivent être signalées, dont la destruction des mouvements populaires. La transformation sociale du Sud rend plus complexe leur tâche. La nécessité pour les masses populaires de développer des stratégies de survie et leur confinement grandissant dans un secteur informel hétérogène, rend leur organisation plus difficile qu'auparavant.

C'est la même logique qui tend à l'exploitation sans vergogne des ressources matérielles, à l'épuisement des énergies non-renouvelables, à la pollution atmosphérique, car le rapport à la nature est aussi un rapport social. Les tentatives de régulation sont encore très velléitaires (Conférence de Rio). En tous les cas, si les périphéries consomment au même rythme que les centres, il est bien clair que ce sera alors cari«la fin de l'histoire»cari.

III. Les conséquences politiques de la mondialisation

Une fois de plus nous ne ferons allusions à quelques aspects seulement. Le but est surtout d'indiquer le lien qui existe entre les divers phénomènes. Il y a tout d'abord la crise de l'Etat-nation. Ce dernier ne dispose pas des moyens d'agir sur une dimension qui le dépasse. A cela s'ajoute le démantèlement de l'Etat résultat des politiques néo-libérales.

La supériorité militaire des Etats-Unis donne à ce pays une puissance qui lui permet d'exercer un pouvoir hégémonique mondial et entre autres celui d'instrumentaliser certains organes des Nations Unies.

Ce pouvoir est au service de la mondialisation dans sa définition actuelle. Qu'il suffise de se rappeler la guerre du Golfe.

L'importance que revêt le «droit d'ingérence» est également liée aux effets de la mondialisation. Il prend aujourd'hui des formes nouvelles et accentuées: l'ingérence humanitaire, justifiée par l'accroissement de la pauvreté et de la misère, elles-mêmes, pour une grande part, résultat du modèle d'accumulation; l'ingérence pour le respect des droits de l'homme, dont les violations sont souvent dues aux mêmes causes.

Il y a enfin les nouvelles «conditionalités», qui établissent un lien entre l'aide économique et l'ouverture au marché ou l'adoption de formes occidentales de démocratie. Ainsi le Traité de Maastricht définit la politique de la nouvelle Europe vis-à-vis du Tiers Monde comme une aide à s'intégrer dans l'économie de marché.

Quant aux regroupements régionaux, aux fonctions essentiellement économiques (marchés communs, zones de libre échange), mais instaurés par des décisions politiques, ils ont un caractère ambivalent: soit mécanismes de défense des pays les plus vulnérables, soit instruments entre les mains des plus puissants, pour accroître leur poids, dans la concurrence entre les forts ou pour mieux intégrer les périphéries. C'est en grande partie le cas des Accords de Lomé, ou de l'ALENA regroupant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

IV. Les aspects culturels et idéologiques de la mondialisation

Nombreux aussi sont les traits culturels ou idéologiques qui naissent, disparaissent ou sont affectés par la mondialisation. Certains d'entre eux entrent dans la construction des nouveaux rapports sociaux. Nous en citerons seulement quelques uns. Le premier est évidemment l'identité nationale. On pourrait croire que la mondialisation universalise une conscience supra-nationale. C'est raisonner sans prendre en considération une analyse de classes.

En effet, il existe aujourd'hui une bourgeoisie mondiale, qui non seulement a construit les bases matérielles de son existence trans-frontières, mais qui produit aussi une culture adéquate. Au contraire, dans les classes en déclin, c'est la recherche d'une identité particulière qui débouche, comme mécanisme de défense et base de solidarités, sur une réaffirmation nationale, ethnique ou religieuse. Les deux phénomènes sont dialectiquement liés. Par ailleurs, le nationalisme n'est pas absent des stratégies de la bourgeoisie, qui sait parfaitement l'utiliser quand ses intérêts sont en jeu.

Mais si le nationalisme pousse aux excès en tout genre, jusqu'aux purifications ethniques, il peut aussi fournir une base à une réaction anti-impérialiste dans les périphéries. Il permet également de réagir contre le rouleau compresseur des régionalisations inter-nations ou de la mondialisation du marché, qui introduisent de force dans leur moule et dans leur logique tous les secteurs de la vie humaine, ne laissant plus d'espace à l'accumulation d'histoire et de valeurs partagées.

Les niveaux de conscience sociale en sont aussi affectés. Les classes subalternes développent une idéologie proche de celle de la classe moyenne. C'est l'individualisme qui prime et souvent la dépolitisation. Et quand sont à la fois bouchés les chemins de la survie économique et les possibilités objectives ou subjectives d'organisation collective on assiste entre autres à l'éclosion de nouveaux mouvements religieux. Ceux-ci expriment en termes manichéens les contradictions de la société, transforment les perspectives traditionnelles de protection en aspirations au salut et fournissent à la base populaire un réseau de nouveaux liens sociaux. Il faut ajouter que de telles situations peuvent aussi déboucher sur la violence organisée, perçue comme seule voie possible de changer une situation.

Enfin, le droit et l'éthique ont un rôle important à jouer comme facteurs de régulation ou de transformation. Le premier est très démuné face à la mondialisation, aussi bien théoriquement que dans ses instruments et ses instances d'application. Il y a donc un champ de travail considérable pour l'avenir. Quant à l'éthique, elle garde toute sa valeur en tant que critique radicale de tout ce qui détruit la dignité humaine, mais elle est très souvent inadéquate dès qu'il s'agit d'aborder les rapports sociaux contemporains, ce qui exige la médiation d'une analyse en termes adéquats.

* * *

Un tel bilan pourrait paraître déprimant et pessimiste. Il n'a peut-être pas souligné certains aspects plus positifs. Il a simplement voulu montrer l'importance de l'enjeu et donc celle de la tâche à réaliser. Le problème, comme on l'a compris n'est pas de savoir s'il faut ou non une mondialisation, mais bien de quelle mondialisation va-t-il s'agir ?

Allons-nous, comme le suggère le rapport du PNUD, répondre au «voyage de la pauvreté sans passeport» (migrations, drogue, terrorisme), ce qui est présenté comme le grand péril de l'après guerre froide, par des palliatifs, tels les appels à la participation des exclus, au développement des ONG ou en «rendant les marchés plus conviviaux» ? Ou bien allons-nous poursuivre la recherche d'alternatives économiques, sociales, politiques et culturelles, qui permettent de retrouver l'homme et de domestiquer le marché ? Tel est en tous cas le projet d'*Alternatives Sud*, par la voix des intellectuels, des chercheurs et des mouvements sociaux d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique.

Bibliographie

- AMIN S. et GONZALEZ CASANOVA P., *Mondialisation et Accumulation*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- AMIN S. et al., *Le Grand Tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie mondiale*, Paris, La Découverte, 1991.
- CAMINO C., La solidarité européenne avec l'Amérique Latine à l'aube du XXI^e siècle, in Marquez-Pereira B., *L'Amérique latine: vers la démocratie ?*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1993.
- LENAIN P., *Le FMI*, Paris, La Découverte, 1993.
- PNUD, *Rapport mondial sur le Développement humain 1993*, Paris, Economica, 1993.
- REICH R., *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.